LETTRE OUVERTE AUX SALARIES DE l'UES SFR

25 avril 2023

En interne chez Altice, les DrahiLeaks sont présentés fallacieusement comme une mise sur la place publique de la vie privée de Patrick DRAHI et sa famille.

Pour SUD, cela va beaucoup, beaucoup plus loin et trop loin.....

Ces Leaks permettent de montrer comment la famille Drahi s'enrichit sans vergogne et sans limite en mettant en danger les entreprises du groupe, et ses salariés !

Aujourd'hui, l'argent a vraiment une sale odeur. L'odeur d'un racket savamment orchestré. Depuis des années, on nous bassine avec des problèmes de budgets, poussant à abandonner des projets, (pourtant nécessaires au bon fonctionnement de SFR et plus largement du groupe), empêchant d'embaucher là où on aurait bien besoin de mains supplémentaires, ou de compétences manquantes dans tel ou tel service. On va même jusqu'à prétexter une démarche solidaire de consommation électrique pour ne plus chauffer nos bureaux en plein hiver...

Chez SFR, pendant qu'on nous pousse à toujours mieux former les collègues d'Intelcia, sous couvert de solidarité au sein du groupe (ne parlons surtout pas de Dumping social !), on vide les caisses de l'entreprise. Nous aurions pu mener de beaux projets, améliorer le « parcours client », le parcours professionnel des salariés, améliorer nos conditions de travail avec les 5,8 milliards d'Euros siphonnés des caisses de SFR entre 2015 et 2021. Et en 2022 combien ont été siphonnés ou détournés ?

En lieu et place, ce sont 7000 emplois détruits dans l'UES SFR. Des emplois en partie envoyés chez ERT où les salaires et moyens de se défendre sont moindre, pire, à l'étranger chez Intelcia par exemple…

Pour le pas perdre la face, la direction annonce l'embauche massive d'alternants, qui tiennent souvent un poste de travail a eux seuls, avec des rémunérations bien moindre ET SURTOUT, de l'argent public, des cotisations sociales prises en charge...

Faute d'élus au sein des CSE et du CSE-Central pour le moment, SUD n'a pas eu accès aux documents de l'entreprise, ça n'est pas le cas des autres syndicats dits représentatifs ou ayant des élus.

Dès lors, une question se pose par rapport aux actions des Organisations Syndicales représentatives, celles qui sont aux affaires.

Qu'ont-elles fait des alertes pourtant faites par SUD sur le plan économique ?

Ont-elles déposé le droit d'alerte économique (que seuls des élus du CSE peuvent déposer) comme SUD le suggère depuis de nombreuses semaines (voir nos tracts du 13 mars 2023 et du 12 avril 2023 sur notre site web) ?

Non...

SUD constate, qu'en dehors de La CGT, pour chacune des nombreuses propositions d'actions conjointes qu'elle a fait, les autres organisations les ont savamment ignorées, au détriment de nos intérêts, nous, salariés de l'UES SFR Exemples :

> SUD proposait pour contester la validation du dernier PSE par la Dreets. A l'époque SUD, n'étant pas représentatif, ne pouvait pas défendre seul les intérêts des salariés devant le tribunal dans ce contexte, nous aurions été déboutés au tribunal, aussi, nous proposions d'y aller les autres syndicats. La CFDT et l'UNSA n'ont, non seulement jamais répondu à nos propositions, mais y sont allées seules. Au final, ils ont abandonné l'action juridique après avoir obtenu des miettes que l'entreprise avait déjà prévu de nous donner et même perdre entre 693 € et 1165 € (Voir notre tract du 7 mars 2022 sur notre site web).
>
> Idem pour l'alerte pour Danger Grave et Imminent déposé par SUD [pas de nécessité d'avoir d'élu au CSE] quand SFR ne fournissait qu'un seul masque par jour à ses salariés pendant la pandémie, malgré proposition faite, seul SUD à déposé le droit d'alerte.

Aujourd'hui encore, nous le voyons, alors que nous apprenons que l'argent des caisses de SFR est continuellement siphonné, nous faisons face à un silence assourdissant des autres Organisations... Pourquoi ? Pourtant les moyens de contrôle ou d'alerte ne manquent pas....

SUD CONDAMNE LA MISE EN DANGER DE CES ENTREPRISES FRANCAISES ET ETUDIE TOUS LES RECOURS POSSIBLES A L'ENCONTRE DE MONSIEUR DRAHI.

SUD n'acceptera jamais la destruction d'emplois, d'autant plus lorsqu'il s'agit de dumping social (ERT, Intelcia...) et lorsque l'objectif unique consiste en engraisser des nantis !

Mail : sudsfr@sudptt.fr
Contact : http://bit.ly/sudsfr
Yann Raffaud : 06 46 48 54 80
Emile Alabassi : 06 01 88 16 34
Frédéric Vanden-Bil: 06 27 30 18 44

Sud PTT
Fédération des activités postales
et de télécommunications